

Yves Guillotin

Professeur de Sciences économiques

Yves.guillotin@univ-lemans.fr

Tel : 06 40 45 76 33



Les trois dimensions (recherche, enseignement, responsabilités collectives) de l'activité d'un enseignant-chercheur s'expriment au cours de la carrière avec des intensités variables. Je crois pouvoir affirmer avoir rempli pleinement ces trois missions au cours de mes 35 années de carrière.

La recherche a structuré profondément mes activités des années 80 et 90. Dans la plupart des cas, il s'agit de travaux qui ne s'inscrivaient pas dans les courants porteurs ou les méthodes dominantes, mais qui, avec le recul, se sont avérés pertinents : innovation sur les sujets (protection sociale, carrières individuelles) et innovation sur les méthodes (économétrie des panels, itinéraire caractéristique, mobilité hiérarchique). De plus, la création d'un laboratoire de recherche (le GAINS) et la stabilisation en 10 ans d'une équipe qui a su se porter au meilleur niveau (cf Bosquet, Combes et Linnemer 2010) font partie des fiertés d'une carrière et des acquis de l'établissement.

L'enseignement m'a permis de travailler à tous les niveaux en formation initiale et continue et, là également, d'innover au service des étudiants et de l'institution. Depuis 12 ans j'ai mis en place un dispositif de formation en ligne inspiré des réalisations de G. Mankiw à Harvard. Avec l'accord et la coopération de l'auteur, j'ai pu transposer et adapter cet outil au cas français (<http://mankiw.univ-lemans.fr/formation.html>). Il est aujourd'hui disponible pour tous les étudiants de l'Université du Maine. Cet intérêt pour ces innovations m'a conduit à assurer le pilotage local et régional en matière de TICE et à contribuer ainsi largement à l'essor de ces dispositifs dans l'établissement qui compte aujourd'hui 30 dispositifs et près de 700 étudiants à distance.

De 2013 à 2014, j'ai été chargé de mission « numérique » auprès du PRES LUNAM ce qui a permis de relancer l'UNR Pays de la Loire et de redonner une dynamique collective régionale dans ce domaine.

Les responsabilités collectives caractérisent la deuxième moitié de ma carrière : doyen de la faculté de 1995 à 2000, Vice président du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) de 2000 à 2002, Directeur de l'école d'ingénieurs de 2005 à 2007, j'ai accumulé une large connaissance de l'établissement qui m'a conduit à sa présidence de 2007 à 2012.

L'exercice de cette mission dans une période de profonds changements suppose une maîtrise du fonctionnement interne tirée de l'expérience accumulée, un grand sang froid dans les phases de tension ainsi qu'un total engagement au service de l'Université.

La capacité à énoncer des lignes directrices, à convaincre de leur pertinence est essentielle dans une organisation souvent balkanisée et portée à l'immobilisme confrontée à une tutelle convaincue de la nécessité du mouvement mais quelquefois éloignée de la réalité du terrain.

Activité scientifique :

1. La période de mes responsabilités collectives intenses ne m'a pas permis de poursuivre une activité de recherche significative. En revanche le CRCT qui l'a suivi m'a donné l'opportunité de réinvestir des thématiques déjà abordées dans mes premières recherches : notamment la régulation de la protection sociale au niveau global. Une première publication en 2014 concrétise cette nouvelle direction.

Les thématiques de recherche s'organisaient auparavant chronologiquement et thématiquement (voir le classement des publications) autour de trois entrées :

- la modélisation économétrique des comptes de la protection sociale qui conduit à réaliser au début des années 1980 (thèse de 3^{ème} cycle) des projections qui s'avèreront, ex post, exactes et amèneront à proposer une méthode originale et démocratique de décision sur le niveau de couverture assurant automatiquement l'équilibre des comptes.

- les carrières individuelles qui représentent l'essentiel de l'activité de recherche de la fin des années 1980 à la fin des années 1990. Sur la base de données individuelles salariales sur 25 ans, une série de travaux originaux a pu être menée à la suite du doctorat d'Etat de 1989.

La claire différence entre lecture synchronique des distributions de salaires et diachronique des trajectoires individuelles a été établie pour la première fois et a permis de faire apparaître les impacts des conjonctures économiques sur les trajectoires individuelles.

Une série de travaux économétriques innovants a pu être menée afin de mesurer aussi précisément que possible le rendement de l'accumulation de capital humain.

Sur la même base de données, des méthodes originales de caractérisation des trajectoires ont été proposées.

Les mêmes analyses ont pu être menées pour la DEPP sur les carrières des enseignants des premier et second degrés, ainsi que sur des données individuelles d'entreprises, permettant notamment d'évaluer les politiques de GRH mises en œuvre.

- l'analyse de la mobilité hiérarchique, de l'inégalité et de la pauvreté qui découle des travaux antérieurs s'intéresse depuis le début des années 2000 aux relations existant entre ces trois dimensions. Inégalité et pauvreté sont en effet, le plus souvent, perçues de manière statique et globale, alors que la mobilité individuelle dans la hiérarchie des rémunérations, « l'ascenseur social », permet précisément à un individu de voir sa situation se modifier alors même que les mesures globales sont inchangées.

2. Publications :

(2014) « Santé, Education et Retraite : Un modèle stylisé », en collaboration avec F. Langot, Revue Française d'Economie, Vol 29, Juillet.

(1998) "Wages' hierarchic mobility: career profiles or economic circumstances? an international comparison." , en collaboration avec A. Bigard et C. Lucifora, dans Review of Income and Wealth, New York, Vol 44, décembre.

(1998) "Capital humain et mobilité hiérarchique des salaires : une approche par les modèles de comptage", en collaboration avec S. Hamouche, Revue Economique Vol 49 N°3.

(1994) " Estimation de fonctions de gains sur données de panel : endogénéité du capital humain et effet de la sélection ", en collaboration avec P. Sevestre. Économie & Prévision, N°5.

(1992) " La mobilité hiérarchique des salaires : le cas de la France 1967-1982 ", en collaboration avec A. Bigard, Économie et Prévision N°102-103.

(1986) "A new democratic method of decision for social protection" dans *The institutions of a changing welfare state*, p 49 à 62, Presses interuniversitaires européennes, Maastricht, 1986.

3. Encadrement et animation recherche :

Fondateur et Responsable de 1992 à 2002 du G. A. I. N. S. Groupe d'Analyse des Itinéraires et Niveaux Salariaux (Équipe EA 2167).

Cette création en 1992 en tant que « jeune équipe » a permis de faire émerger un véritable pôle de recherche en sciences économiques. Ces développements se sont concrétisés par des contrats de recherche avec le CGP, la DEPP du MEN, ainsi que des financements dans le CPER et des travaux originaux alliant base de données d'entreprise et techniques économétriques avancées.

La stabilisation sur la décennie d'une équipe de jeunes chercheurs à haut potentiel a permis d'accéder à une association à une fédération de recherche du CNRS (FR 3126) : Travail Emploi, Politiques Publiques (TEPP) et de positionner ce groupe parmi les tout meilleurs. Le rapport à la DGRI du 1/3/2010 de Bosquet, Combes et Linnemer place le GAINS en 9^{ème} position nationale et en première position dans le grand Ouest.

Activités pédagogiques :

Depuis 1978, à l'Université du Maine, dans le cadre de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs du Mans (ENSIM), l'expérience a été acquise dans les domaines suivants :

Depuis 2001 : - Diplôme d'Université « Comprendre la conjoncture économique » enseignement en EAD sur le campus virtuel de l'Université du Maine
<http://mankiw.univ-lemans.fr/formation.html>

Dispositif très innovant à l'époque, appuyé sur l'expérience de G. Mankiw à Harvard et transposé dans le cas français avec l'accord et la coopération de l'auteur original.

Ce dispositif est désormais utilisable par tous les étudiants de l'Université du Maine

Depuis 2014 : - Analyse macroéconomique : cours en 1ère année de Sciences Economiques qui a bénéficié depuis 2001 du dispositif du diplôme d'université « Comprendre la conjoncture économique » sous la forme d'une classe inversée. Cet enseignement avait déjà été dispensé de 1989 à 2007 dans un format classique.

De 1991 à 2005 : - Économétrie : cours et Travaux dirigés, en Licence de Sciences Economiques

De 1994 à 2001 : - Économétrie des données de panel en DEA "Analyse Économique et Méthodes Quantitatives".

Responsabilités Collectives :

Janvier 2013 à Juin 2014

Chargé de mission numérique de LUNAM (L'Université Nantes Angers le Mans : PRES devenue ComUE)

Depuis le début 2013 :

- relance de l'UNR Pays de la Loire
- définition d'une feuille de route numérique 2014-2016 validée par la ComUE
- préparation de la réponse transversale « numérique » au CPER 2015-2020

Juillet 2007 à Juin 2012

Président de l'Université du Maine

Dès ma prise de fonction, j'ai rénové la gouvernance de l'université (pilotage recherche et international, notamment) et me suis attaché à infléchir la stratégie de l'établissement en proposant au débat un projet à 5 ans, articulé autour de la capacité de l'université à se distinguer dans le paysage universitaire français et régional. Les projets majeurs qui structuraient cette proposition (PCEM1 avec l'université d'Angers, centre de ressources en langues, guichet unique de l'étudiant) ont trouvé leur place dans le contrat quadriennal 2008-2011 et sont aujourd'hui mis en œuvre. Lors des négociations avec le ministère, j'ai pu convaincre mes interlocuteurs de la justesse de cette stratégie et obtenir en conséquence des efforts budgétaires significatifs, notamment en recherche.

La mise en place de la LRU et de ses corolaires, et les soubresauts qui l'ont accompagnée à l'automne 2007 et au printemps 2009, ont soumis les présidents à une pression considérable qui n'a conduit à aucun incident significatif sur le campus. En dépit d'oppositions internes fortes, les nouveaux statuts de l'université ont été adoptés, les élections des conseils se sont déroulées sans incident, et le conseil d'administration m'a confirmé dans les fonctions de président.

Le passage aux RCE n'a pu être acquis pour 2010, notamment du fait de la suppression de 5 emplois en septembre 2009. Il a eu lieu au 1/1/2011. Cette mutation a été anticipée dès l'automne 2007 par la programmation, et la mise en œuvre à l'automne 2008 et 2009, d'un repyramidage de postes BIATOSS permettant à l'université de se doter des cadres indispensables (2 contrôleurs de gestion, direction des ressources humaines et direction des système d'information, suivi de la masse salariale).

L'IGAENR avait salué à la mi 2009 le travail réalisé par l'université pour se mettre en situation de passer aux RCE. Un plan complet d'actions a été élaboré et mis en œuvre depuis début 2009 : refonte complète de la procédure budgétaire, comptes certifiables fin 2011, gestion de la masse salariale, optimisation du SI notamment. Une UB recherche est mise en place en 2012 afin de mutualiser les moyens. Les contrats d'objectifs et de moyens avec les IUT ont été mis en place et sont généralisés à toutes les composantes en 2012.

Comme membre de la CPU, j'ai participé à la commission des « moyens et des personnels » ainsi qu'à la commission « formation ». A ce titre j'ai représenté la CPU dans le groupe de travail sur le « coût de l'étudiant » autour de la DEPP. J'ai également participé au groupe de travail sur « les effets redistributifs de l'enseignement supérieur ».

Juin 2009 à Mai 2012

Vice-Président du PRES UNAM (Université Nantes Angers le Mans).

Dès la construction du PRES, j'ai été très investi dans ce projet, convaincu que l'appartenance de l'Université à un réseau plus large lui permettrait de gagner en visibilité tout en mutualisant les efforts notamment à l'international. Faire aboutir le PRES à l'échelle régionale a supposé de convaincre largement, en interne comme en externe, alors que les préventions étaient fortes de toute part. La réussite de la construction des écoles doctorales à l'échelle du PRES démontre le bien fondé de cette démarche de transfert de compétences vers une entité plus visible et plus pertinente.

Février 2009 à Février 2011

Président du RUOA (Réseau des Universités de l'Ouest Atlantique)
<http://www.ruoa.org/>

Cette fonction procède d'une analyse similaire sur un registre différent. Les dix universités du réseau regroupées en trois PRES confrontent leurs pratiques dans tous les domaines et conduisent des travaux de pertinence méta régionale (cartographie des pôles de recherche, mobilité du L vers le M, benchmarking européen des réseaux méta régionaux d'université par exemple). Dans sa configuration actuelle, le RUOA n'a pas vocation à se voir transférer de compétences des universités membres, mais les mouvements en cours (Emprunt national) amènent à s'interroger pour l'avenir.

Septembre 2005 à juin 2007

Directeur de l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs du Mans (ENSIM). Dans un contexte très concurrentiel, cette responsabilité m'a permis de redonner à l'école une perspective de développement en proposant et en faisant adopter un plan de développement à 5 ans de l'école, incluant notamment l'ouverture d'une nouvelle spécialité récemment validée par la CTI. En deux ans, l'obligation d'une insertion à l'international dans le cursus a été mise en œuvre et une enquête complète sur l'insertion des anciens élèves réalisée.

Juillet 2002 à Mai 2005

Chargé de mission pour l'Enseignement à Distance (EàD) de l'Université du Maine depuis 2000, j'ai vigoureusement impulsé la politique d'offre de formation sur ce mode en faisant émerger en 5 ans plus de 20 formations en ligne qui représentent depuis quelques années plus de 600 étudiants par an, principalement au niveau M dans les domaines Lettres – SHS et Sciences. Le savoir-faire accumulé par l'Université du Maine lui permet aujourd'hui de participer significativement à plusieurs des UNT. Cette mission se complétait d'une mission de « développement extrarégional » de l'Université Virtuelle en Pays de Loire (Septembre 2003 à Juin 2006). Aujourd'hui encore, j'anime un diplôme d'université en EàD dédié à la conjoncture économique.

Mars 2000 à Juin 2002

Vice-Président du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université du Maine, j'ai généralisé, il y a 10 ans, le calendrier permettant à tout étudiant de l'université de terminer l'ensemble de son année universitaire au 30 juin.

Une mission culture a été créée et une politique de communication initiée (charte graphique, site web, etc..) qui a trouvé son aboutissement dans la création d'un service de communication fin 2002.

Juin 1995 à Mai 2000

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de l'Université du Maine, j'ai eu à mettre en œuvre les réformes « Bayrou » dans un contexte de rationalisation des dépenses : maîtrise des maquettes et rénovation de la pédagogie. De plus, j'ai assumé sur cette période la direction de l'antenne lavalloise de la faculté (1993-2000). Cette période a permis, entre autres, la mise en place, en concertation avec de grandes entreprises de la Sarthe, d'un DESS Assurances et Bancassurance. En outre, la réorganisation du calendrier (2^{ème} session avant l'été) a permis, de manière prémonitoire, de faciliter la mobilité des étudiants et d'accroître sensiblement la présence des étudiants à la seconde session.

Septembre 1992 à Juin 2002

Fondateur et Responsable de 1992 à 2002 du G. A. I. N. S. Groupe d'Analyse des Itinéraires et Niveaux Salariaux (Équipe EA 2167).

Cette création en 1992 en tant que « jeune équipe » a permis de faire émerger un véritable pôle de recherche en sciences économiques. Ces développements se sont concrétisés par des contrats de recherche avec le CGP, la DEPP du MEN, ainsi que des financements dans le CPER et des travaux originaux alliant base de données d'entreprises et techniques économétriques avancées.

La stabilisation sur la décennie d'une équipe de jeunes chercheurs à haut potentiel a permis d'accéder récemment à une association à une fédération de recherche du CNRS (FR 3126): Travail Emploi, Politiques Publiques (TEPP) et de positionner ce groupe parmi les tout meilleurs. Le rapport à la DGRI du 1/3/2010 de Bosquet, Combes et Linnemer place le GAINS en 9^{ème} position nationale et en première position dans le grand Ouest.

Annexes

Liste classée des publications : Classement thématique

Mobilité

(2006) «Inégalité, Mobilité et Pauvreté : une exploration tridimensionnelle» avec Salima Bouayad-Agha, Octobre.

(2000) "Economie des Inégalités", Introduction au numéro spécial de la revue en collaboration avec A. Trannoy, Economie et Prévision, Juin.

(1998) "Wages' hierarchic mobility: career profiles or economic circumstances? an international comparison." , en collaboration avec A. Bigard et C. Lucifora, dans Review of Income and Wealth, New York, Vol 44, décembre.

(1998) "Capital humain et mobilité hiérarchique des salaires : une approche par les modèles de comptage", en collaboration avec S. Hamouche, Revue Economique Vol 49 N°3.

(1992) " La mobilité hiérarchique des salaires : le cas de la France 1967-1982 ", en collaboration avec A. Bigard , Économie et Prévision N°102-103.

Salaires et GRH

(2002) "Evolution de la structure des marchés et Gestion des salaires : monographies d'entreprises et économétrie des données de panel" , Chapitre 11 de l'ouvrage *L'emploi en questions : Qualifications, Productivité et salaires* D.Fougère E. Malinvaud Eds , De Boeck, Septembre.

(2001) “Skill Gap in the E U : Background country report : the case of France” partie française du rapport sur les pénuries de compétences en Europe, sous la direction de l’IRS à Milan, décembre.

(1997) " L'adaptation de la gestion de l'emploi à l'évolution et à la structure des marchés " (en collaboration avec O. Biencourt, D. Eustache, T. Jolivet, P.Y. Steunou), Rapport pour le Commissariat Général du Plan, octobre.

Rendement du capital humain

(2003) «Les mesures du rendement du capital humain en France : hétérogénéité ou évolution ? », avec Mouloud Tensaout, Juin.

(1999) "Wage heterogeneity in the Public Sector : some first insights on the french case." , en collaboration avec D. Meurs, Chapitre 3 (pages 70 à 113) de l'ouvrage *Public sector pay in the european union*, D.Meurs, R. Elliot, C.Lucifora, Eds Macmillan.

(1998) Wage determination in the Public Sector : a France/Italy comparison, en collaboration avec C. Lucifora, Etudes de l'OCDE, Public Management, Occasional Papers N° 21.

(1997) " Les carrières professionnelles et salariales des enseignants du premier et second degré de 1978 à 1994" en collaboration avec A. Bigard, Les dossiers "Education et Formation" N° 97, décembre.

(1996) "Carrières professionnelles et carrières salariales : la notion d'itinéraire caractéristique", en collaboration avec A. Bigard, Économie et Statistique, Novembre.

(1995) "L'apport des données longitudinales à l'analyse des carrières salariales.", Contribution au rapport annuel du C.S.E.R.C. : Conseil Supérieur de l'Emploi, des Revenus et des Coûts, 9 / 1995, présenté au séminaire Franco-Espagnol, Bordeaux 28-30 / 9 / 1995.

(1994) " Estimation de fonctions de gains sur données de panel : endogénéité du capital humain et effet de la sélection ", en collaboration avec P. Sevestre. Économie & Prévision, N°5.

(1992) " La crise économique a-t-elle ralenti le développement des carrières salariales ? ", en collaboration avec A. Bigard , La Revue de l'Economie Sociale N°27-28, septembre.

(1989) Doctorat de Sciences économiques : "Les carrières salariales en France 1967-1982" Université Paris X Nanterre

(1988) "Les carrières salariales en France de 1967 à 1982" , publié dans Économie et Statistique , p 13 à 20, mai 1988.

Protection sociale

(1986) "A new democratic method of decision for social protection" dans *The institutions of a changing welfare state*, p 49 à 62, Presses interuniversitaires européennes, Maastricht, 1986.

(1983) "Les lois de comportements du système français de protection sociale" publié dans la revue *Futuribles*, p 9 à 28, mai 1983.

(1981) Doctorat de troisième cycle : Économétrie, prévision, prospective économique "Le système des transferts sociaux en France : un modèle quantitatif" octobre 1981 à l'Université Paris IX Dauphine